



Sauvons le Programme européen d'aide aux plus démunis

**Daniel PERCHERON, Patrick KANNER et Dominique DUPILET
en appellent au Premier Ministre**

13 millions d'Européens bénéficiaires de l'aide alimentaire en 2008...18 millions en 2010 dont 4 millions de Français et près 350 000 personnes dans le Nord Pas-de-Calais. Avec à sa tête l'Allemagne, une minorité de blocage de 6 états membres souhaite néanmoins diminuer le budget du Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) de 480 millions d'Euro à 113 millions d'Euro.

A l'initiative de Daniel PERCHERON, Président du Conseil régional Nord-Pas de Calais, Dominique DUPILET, Président du Conseil général du Pas-de-Calais et Patrick KANNER, Président du Conseil général du Nord, ont co-signé une lettre adressée au Premier Ministre le 18 octobre 2011 au sujet de la remise en cause du budget du Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD).

Les 20 et 21 octobre 2011, le Commissaire européen en charge de l'agriculture et du développement rural, Dacian CIOLS, présentera une nouvelle disposition juridique pour maintenir ce programme jusqu'en 2014 avant que les fonds européens ne prennent le relais en 2014. Ce nouveau projet de réglementation a reçu le soutien du Parlement européen dont de nombreux représentants de notre région et du Comité des Régions.

Les trois Présidents demandent donc au Premier Ministre de soutenir ce programme d'aide et d'en appeler à la mobilisation pour sauver le PEAD les 20 et 21 octobre prochains devant nos partenaires européens. Le gouvernement français doit réussir cette fois-ci à convaincre ses collègues européens et notamment la « minorité de blocage » d'approuver la nouvelle proposition de PEAD face à l'urgence de la situation et au désastre social qu'elle engendrera.

Daniel PERCHERON, Patrick KANNER et Dominique DUPILET dénoncent « *la décision incompréhensible et injuste de la Commission européenne de baisser de 400 millions d'euros le budget du PEAD. Cette décision infligerait une double peine aux bénéficiaires qui sont déjà dans la précarité et qui risque de s'amplifier* ».

Amputés déjà des factures souvent conséquentes du logement et de l'énergie, les budgets des ménages les plus fragiles ne pourront pas faire face à ce manque.

« *La restriction budgétaire annoncée du PEAD serait une catastrophe pour nos populations les plus démunies, elle le serait aussi pour les associations de 19 pays européens. Cette décision pourrait engendrer une diminution de 76% de leur budget. Un chiffre qui atteint 78% en France soit 49 millions de repas qui pourraient ne pas être distribués en 2012* ».

Contacts presse :

peggy.collette@nordpasdecals.fr / 03 28 82 53 03 - celine.kasperczyk@nordpasdecals.fr / 03 28 82 53 82 -
antoine.sieminski@nordpasdecals.fr / 03 28 82 53 12



Les élus du Nord-Pas de Calais ne peuvent accepter une telle injustice.

Chacun sait que nos Maires, Conseillers généraux et régionaux sont au premier rang dans la lutte contre les exclusions sociales alors que les budgets des collectivités souffrent déjà des nombreuses contraintes budgétaires imposées par les non-compensations financières du Gouvernement Fillon

L'initiative de Daniel Percheron, lancée dès le mois de juillet, relaie les nombreux appels des associations et organisations françaises dont les Resto du Cœur, le Secours Populaire, la Croix Rouge et les Banques Alimentaires auprès de la Commission européenne

Le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) est un programme créé en 1987, à la demande notamment de Jacques DELORS, Président de la Commission européenne. Le PEAD utilisait les stocks d'inventus issus de la PAC (Politique agricole commune) en les redistribuant à des associations caritatives agréées en Europe. En 2011, le PEAD distribue une aide alimentaire à plus de 13 millions de personnes dans 19 des 27 États de l'Union européenne (UE), en particulier en France.

Contacts presse :

peggy.collette@nordpasdecals.fr / 03 28 82 53 03 - celine.kasperczyk@nordpasdecals.fr / 03 28 82 53 82 -
antoine.sieminski@nordpasdecals.fr / 03 28 82 53 12